

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 22/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SILOS ARTERRIS Belpech**

Loudes  
Cedex  
11451 CASTELNAUDARY

Références : UID1166-C1-2022-457 Affaire 034-cm  
Code AIOT : 0006600021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SILOS ARTERRIS Belpech implanté 11420 BELPECH. L'inspection a été annoncée le 23/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILOS ARTERRIS Belpech
- 11420 BELPECH
- Code AIOT : 0006600021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site comprend 4 salariés permanents.

Le site est un complexe céréaliers destiné principalement au stockage de céréales : un silo principal en béton et deux séchoirs connectés dédiés au séchage du maïs;

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Courrier exploitant n° UID1166-C1-2022-306 Affaire 034-cm du 30 mai 2022

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Responsabilité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Organisation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	électricité statique, électricité, foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
4	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12 ; 13	/	Sans objet
5	Deffaillance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Entretien	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
13	ASP	Autre du 22/06/2022	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Synthèse des constats :

- le site est globalement bien tenu et propre
- des défaillances constatées dans l'entretien et la maintenance du site et des installations
- quelques insuffisances relevée en terme de formation

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement.  Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé.  Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la structure de son organisation qui a été remaniée il y a 3 ans.  Olivier DANJOU est responsable du site de Belpech ainsi que de la gestion du personnel  Olivier MARCHESI est responsable de région et est le supérieur direct du responsable de site</p> <p>Deux agents sont affectés au pilotage des séchoirs (à vocation unique, pour le séchage exclusif de maïs) présents sur le site :  - Sébastien FAURE (suivi de formation, dont : risque silos du en février 2015 ; séchage en février 2015 ; permis de feu en juin 2021)  - Sylvain RAUZI (suivi de formation, dont : risque silos mars 2015 ; séchage en janvier 2015 ; permis de feu du en juin 2019)</p> <p>Les fiches de postes du personnel n'ont pas pu être consultées depuis le site de Belpech : l'exploitant s'est engagé à les transmettre à l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé de périodicité fixe de renouvellement de la formation "risque silos" et estime que son organisation (service ressource humaine / responsable de site - entretien annuel / information des agents par mail sur les formations du métier du grain...) lui permet d'identifier et de déclencher des actions de sensibilisation ou de de formation spécifique d'une année sur l'autre.</p> <p>Le jour de la visite, des échanges avec le personnel affecté au pilotage des séchoirs du site a permis de mettre en avant un besoin de formation complémentaire sur le risque silos et pilotage séchoirs maïs pour l'un des deux agents et qui l'a admis.</p> <p>Action retenue :  - planifier pour l'un des deux agents responsable des séchoirs une formation complémentaire sur le risque silos et pilotage séchoirs maïs afin de renforcer ses connaissances et sa vigilance dans ce domaine.</p> <p>L'inspection propose de suivre la planification de cette action.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Organisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.  La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p><b>Constats :</b> La consultation de plusieurs permis de feu met en avant un manque de rigueur dans la rédaction et la description des item :  - nature des travaux absent ou imprécis  - localisation du chantier absent ou imprécis  - moyens et mesures de protection / prévention imprécis</p> <p>Action retenue :  - Dispenser une formation "permis de feu" aux agents habilités à la délivrance de ces documents afin que l'émission de permis de feu soit le résultat d'une analyse de risque correctement établie  - Établir une liste des agents habilité à la délivrance des permis de feu pour le site de Belpech.</p> <p>L'inspection propose un suivi de la planification de cette formation</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : électricité statique, électricité, foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications, contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p><b>Constats :</b> Les documents présentés dans le suivi des installations électriques est conforme à la prescription.  Concernant la vérification complète des installation de protection contre la foudre, un item du rapport n° 113866112101R001 - vérification du 21/12/2021 - précise pour l'interconnexion un résultat satisfaisant alors que la résistance est spécifié "non essayé" et que la vérification est visuelle (alors qu'il s'agit d'une vérification complète).</p> <p>Action retenue :  - Lever l'ambiguïté du rapport foudre concernant l'interconnexion des prises de terre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12 ; 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement  ...  Ces aires doivent être régulièrement nettoyées</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.  Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.  Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p><b>Constats :</b> Au cours de la visite des installations, il a pu être observé que certaines équipements demandent à être mieux pourvu vis-à-vis de la pénétration des poussières :  - cas d'une armoire électrique et d'un boîtier électrique pour laquelle les presse étoupes au niveau du passage des câbles électrique ne sont pas présents.  Ce point mérite d'être suivi afin de s'assurer de la bonne étanchéité des équipements électrique vis-à-vis des poussières.</p> <p>Il est constaté la proximité quasi immédiate de végétations vis-à-vis du brûleur du séchoir à benne.</p> <p>Certaines parties des installations sont équipées de marquage au sol permettant d'apprécier l'empoussièrement et déclencher les actions de nettoyage. Certains de ces marquages vieillissants et peu visibles.</p> <p>Action retenue :  - Une action de vérification de l'ensemble des presse-étoupe est nécessaire afin d'assurer une bonne étanchéité aux poussières de toutes les installations électriques.(sous 30 jours)  - Engager rapidement une action de nettoyage/débroussaillage dans le voisinage proche du brûleur du séchoir à benne. (sous 15 jours)  - Une action de réfection des marquages au sol s'avère utile afin permettre une surveillance efficace des zone le nécessitant.(30 jours)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Deffillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement ... Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> Le site comprend deux séchoirs principaux exclusivement dévolus au séchage du maïs et un séchoir benne. Les deux séchoirs principaux sont pourvu chacun d'une trappe de vidange rapide. Sur le séchoir n°1, la trappe de vidange rapide n'est pas équipée d'une commande aisément accessible et dont la manœuvre peut mettre en dangers le personnel qui la manipule.  Action retenue : La trappe de vidange rapide du séchoir n°1 doit être pourvu d'une commande aisément accessible et en toute sécurité pour le personnel afin de préserver l'intégrité du personnel et de permettre une intervention rapide en cas de besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien, maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail.  Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p><b>Constats :</b> Pendant la visite des installations, plusieurs manquements ont été identifiés.</p> <p>Suite à une intervention sur les manches de filtration de la tour de manutention du silo "guerre", le carénage de protection en partie haute qui évite la dispersion de poussière en cas de rupture d'une manche n'a pas été remis en place. La vérification après travaux n'a pas détecter cette négligence.</p> <p>Le reddler de liaison entre la fosse de réception et les élévateur est fortement dégradé en sont fond (rouille) : sa fonctionnalité reste assuré.</p> <p>Absence ou dégradation de presse-étoupe sur plusieurs équipements électriques (voir constat précédent).</p> <p>Le circuit de ventilation du silo "guerre" est équipé de prises permettant le branchement, le cas échéant, de flexibles pour effectuer un inertage. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que les connexions sont toujours conformes.</p> <p>Action retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rétablir sans délai l'isolement des manches de filtration de la tour de manutention du silo "guerre". Le jour même en début d'après-midi, l'exploitant à fait parvenir une photo justifiant de la bonne mise en place de la plaque manquante : Il n'y a donc plus lieu de maintenir ce point en "susceptible de suite".</li> <li>- planifier une réparation du reddler endommagé par la présence importante de rouille afin d'éviter la dégradation du matériel et d'éviter le risque de "banalisation" de certaines situation dégradées.</li> <li>- remettre à niveau l'ensemble des presse-étoupes (voir constat précédent)</li> <li>- s'assurer que les connexions permettant le branchement de flexibles d'inertage sont toujours conformes afin de pouvoir les utiliser sans difficulté, le cas échéant.</li> </ul> <p>L'inspection ne propose pas de suivi particulier : une vérification pourra être effectuée à l'occasion d'inspections ultérieures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 22/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste ESP Suivi ESP
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste de ses équipements sous pression. Le suivi et la requalification sont confiés au bureau de contrôle APAVE. Requalification des compresseurs installés dans les deux séchoirs principaux effectuée en septembre 2012 par l'APAVE. Le suivi et la requalification du dispositif de suppression d'explosion installé sur les élévateurs du silo "guerre" sont assuré par STUVEX. La dernière intervention relevée date du 14/12/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet